

Le ministre voudrait-il reprendre l'exploitation de ce canal à l'Administration de la Voie maritime du Saint-Laurent pour la confier à son ministère, après quoi il pourrait faire étudier la possibilité de s'en servir comme station de navigation de plaisance desservant la région du grand Montréal?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas encore vu le jugement rendu par la cour touchant l'ordonnance en question et, en attendant, je préfère m'abstenir de répondre.

QUESTIONS OUVRIÈRES

LE CHÔMAGE DANS L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRONIQUE

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au savant et laconique ministre de l'Industrie et du Commerce. Il s'agit d'une question dont je lui ai donné préavis il y a quelque temps, soit le grave ralentissement des affaires dans l'industrie canadienne de l'électronique par suite de politiques gouvernementales. Vu que la Canadian General Electric a annoncé la fermeture de sa section des tubes à Toronto et le licenciement de plus de 160 employés, le ministre est-il disposé à prendre quelque initiative pour arrêter ce chômage forcé?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, j'ai fourni au député, il y a quelques semaines, une très longue réponse à ce sujet. Je vais lui en faire tenir une copie.

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

M. Macquarrie: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Je doute beaucoup que la loquacité du ministre soit d'une grande aide pour les chômeurs. En tant que ministre de l'Industrie ne va-t-il pas essayer maintenant de faire quelque chose afin de trouver d'autres emplois pour ces gens qui sont sans travail à cause de la politique du gouvernement?

L'hon. M. Pepin: Monsieur l'Orateur, j'ai répondu à ce sujet précis. J'ai dit à l'époque que, contrairement aux vues de l'opposition, il était impossible de geler l'industrie canadienne, que les industries devaient évoluer et les circonstances n'étaient plus les mêmes. On a trouvé des emplois dans d'autres régions, mais pour d'autres personnes. Je pensais m'être suffisamment bien expliqué à ce sujet.

[M. Rock.]

LA POLLUTION

LE MAZOUT DANS LE PORT DE TORONTO

M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Transports. A-t-il déterminé l'origine de la pollution—pas excessivement grave, certes, mais qui pourrait le devenir—qui s'est manifestée ce matin dans le port de Toronto? Si oui, quelle mesure a été prise et que fait-on en ce moment pour remédier à cet état de choses avant qu'il ne prenne plus d'ampleur?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je dois avouer que je n'ai pas été avisé de ce cas de pollution.

Une voix: Comment?

L'hon. M. Jamieson: Cependant, je suis tout à fait convaincu que les équipes de vérification, qui sont normalement affectées aux Grands Lacs et au fleuve Saint-Laurent, procèdent aux contrôles normalement prévus.

M. Bell: Où sont les députés de Toronto?

Une autre voix: Où est Phil Givens?

L'AGRICULTURE

L'OFFICE DE COMMERCIALISATION DES PRODUITS DE FERME—L'ÉTUDE DU BILL ET LE RAPPORT DE LA COMMISSION

M. R. R. Southam (Qu'Appelle-Moose Mountain): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de l'Agriculture. Elle fait suite à celle que je lui posais jeudi dernier au sujet du télégramme que lui a fait parvenir la bourse des grains de Winnipeg, lui demandant instamment de suspendre l'étude du bill C-197, visant à créer un office de commercialisation des produits de ferme, tant que le rapport de la Commission de planification de l'agriculture n'aura pas été déposé, puis étudié. Le ministre a-t-il depuis reçu le télégramme? Si oui, dans quel sens a-t-il répondu à cette demande qui est tout à fait raisonnable et logique?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, j'ai dûment reçu le télégramme. Je ne me souviens pas des termes précis de la réponse, mais elle sera la même, grosso modo, que ma réponse de l'autre jour, à savoir que nous aurons tout le temps voulu pour étudier ce projet de loi quand le comité permanent de l'agriculture en sera saisi, et j'espère que ce sera pour très bientôt.